



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1175>

Fonction publique, des paroles aux actes...

- Actualités -



Date de mise en ligne : samedi 17 novembre 2012

L'École Émancipée

C'est certain, dans la presse comme dans les réunions, ce sont des ministres ou leurs représentants, courtois, à l'écoute qui s'expriment. Sauf que quand la politique qu'ils mettent en oeuvre est une politique libérale, soumise à l'austérité et à la règle des 3 % depuis l'adoption du dernier traité européen, au-delà de la politesse, il n'y a pas grand chose à espérer, ni à négocier. Le rythme de l'agenda social de la Fonction publique imposé par le gouvernement témoigne de la profondeur du changement envisagé : 6 chantiers (Réformer avec les agents/droits et moyens syndicaux/l'exemplarité des employeurs/les conditions de vie au travail/parcours professionnels et mobilité/carières et rémunérations) étalés sur à peine 8 mois de discussion, se chevauchant pour atteindre parfois un rythme de plus d'une réunion par semaine ! Ce n'est pas sérieux et avec un tel agenda, on ne peut déjà plus parler de réelles négociations. Un gouvernement poli donc mais pressé d'en finir avec ces formalités. Certes, chacun aura le temps de s'exprimer, on est courtois vous a-t-on dit, mais vu les marges de manoeuvre auxquelles il ne veut pas toucher, le gouvernement, visiblement, sait à quel point il y a peu à discuter et que, discuter de si peu, ça ne prend pas beaucoup de temps !

Tour d'horizon des « chantiers »

Pour le chantier « réformer avec les agents », les discussions côté gouvernement ont été lancées sur la base d'un bilan de la RGPP dont il ressort grosso modo que le seul problème fut la méthode. C'est extrêmement loin du vécu des personnels, des conséquences subies par les usagers et des analyses et des revendications que la FSU porte. La RGPP est l'application d'une conception des services publics et de la Fonction Publique dans laquelle « le marché » aurait toute sa place, dans laquelle les logiques comptables, de concurrence seraient bénéfiques : c'est l'exact contraire de ce que nous pensons mais également, les résultats, que nous avons déjà pu observer, démontrent largement la nocivité de ces théories.

Pour le chantier « exemplarité des employeurs », la question de l'égalité professionnelle hommes/femmes a été remise à l'ordre du jour mais à partir des propositions de l'ancien gouvernement jugées insuffisantes et rejetées à l'unanimité (sauf la CGC) par les organisations syndicales ! C'est aussi là que l'on retrouve la question des agents non-titulaires, ce qui en dit long également : on ne revient pas sur le problème urgent de la titularisation mais on en reste à la mise en oeuvre du volet 3 du protocole repris dans la loi de mars 2011 sur les conditions d'emploi.

Quant à la question des carrières et des salaires, le simple fait que les perspectives de négociations soient placées en février 2013, montre que le gel du point d'indice est déjà assuré pour l'année qui vient...on peut toujours espérer une discussion moins contrainte pour la loi de finances 2014...

Changer les choses...

Après 6 mois de pouvoir, c'est évidemment un bilan plus que maigre que l'on peut tirer pour la Fonction publique, ses agents et les services qu'ils sont censés rendre à l'ensemble de la population. Il n'y a pas de désillusion puisqu'il n'y a pas eu d'illusion ! On n'attendait pas grand chose de Hollande, c'est juste qu'on ne pouvait plus supporter les autres. On serait pourtant en droit d'attendre autre chose pour la Fonction publique et ses personnels de la part d'un gouvernement se proclamant de gauche !

Les organisations syndicales, autres que celles qui ont fait le choix de l'accompagnement social du libéralisme et qui

font déjà le jeu du MEDEF à l'heure des réformes pour la « compétitivité de la France », doivent partir de cette situation qui n'a rien de facile ni d'enthousiasmante pour faire avancer les droits des personnels.

Personne n'a la recette miracle mais il est grand temps de s'énerver et de faire entendre d'autres voix que celles qui, à longueur de journées, nous assènent que les services publics et le travail en France coûtent trop cher. Il y en a qui n'ont pas attendu aussi longtemps que nous pour passer à l'offensive. Il est urgent de sortir de la division et de l'attentisme.

Edwige Friso